

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19786 - 76ÈME ANNÉE

Camille Bourhis nous a quittés, il était parti combattre l'Axe en Europe avec Paul Vergès, Bruny Payet et Jacques Vergès

Hommage à une génération de Réunionnais prêts à donner leur vie pour la liberté de tous

Camille Bourhis était le dernier survivant des 20 jeunes Réunionnais qui avaient choisi de s'engager contre le fascisme lors de la libération de La Réunion par le contre-torpilleur « Leopard » en novembre 1942. Alors que les armées nazies et de l'Empire du Japon étaient encore invaincues, ils n'avaient pas hésité à mettre leur vie en jeu pour délivrer de lointains pays de l'oppression de l'extrême droite. Leur exemple rappelle que devant une cause essentielle, il est possible de dépasser les clivages politiques traditionnels et d'aller jusqu'à offrir sa vie. Paul Vergès, Bruny Payet, Jacques Vergès, Camille Bourhis... hommage à des représentants de cette glorieuse génération, capable de quitter son confort pour sacrifier sa vie au service d'une idéologie : la liberté.

La disparition de Camille Bourhis rappelle le souvenir d'une époque. En novembre 1942, les armées nazies soutenues notamment par le gouvernement français dirigé par l'extrême droite avaient conquis d'immenses territoires. Elles avaient atteint Stalingrad et pensaient porter un coup fatal à l'Union soviétique en faisant main

basse sur le pétrole du Caucase, et en prenant la ville portant le nom de Staline. En Asie, l'Empire du Japon occupait une grande partie de la Chine et avait vaincus les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas en Indonésie, aux Philippines et en Birmanie. Seule l'Inde et l'Australie restaient sous le contrôle des anciennes puissances coloniales.

La guerre était loin d'être jouée

Les forces de l'Axe étaient donc au plus haut, et le gouvernement officiel de la France soutenait haut et fort la victoire de son allié Hitler sur les derniers obstacles à sa domination : la Grande-Bretagne et surtout l'URSS dirigée par Staline. Ce fut à ce moment qu'un navire de la France Libre apparut au large de La Réunion, le « Leopard ». En lien avec des résistants réunionnais dont Léon de Lépervanche, son arrivée entraîna la chute du gouvernement dirigé par des collaborateurs soutenant le régime d'extrême droite au pouvoir en France.

Cette victoire plaça La Réunion dans le camp de la démocratie. De jeunes Réunionnais décidèrent

alors de s'engager dans la France libre. Ils furent 20 dont Camille Bourhis, mais aussi Paul Vergès, Bruny Payet et Jacques Vergès notamment.

Ces jeunes étaient encore au lycée, ils n'avaient même pas atteint l'âge de la majorité qui était alors de 21 ans. Certains de leurs parents avaient connu les combats de la Première guerre mondiale en Europe. C'était le cas du Docteur Raymond Vergès qui laissa à ses deux fils une nuit de réflexion et décida de respecter leur décision de s'engager avec le risque de ne plus jamais les revoir.

La cause a tout transcendé

Tous ces jeunes n'étaient pas de la même classe sociale, ils avaient des opinions politiques divergentes car à la suite de la guerre, tous n'ont pas adhéré au Parti communiste. Mais ils étaient prêts à se battre pour la liberté, et cette cause a tout transcendé.

Cette liberté voulait aussi dire la naissance d'une République sociale en France. Alors que ce pays était dévasté, que sa population vivait de tickets de rationnement, fut alors appliqué le programme

du Conseil national de la Résistance avec en particulier la création de la Sécurité sociale.

Ce fut aussi le moment où les Partis communistes étaient au plus haut en Europe, rappelant que le seul pays alors dirigé par un PC, l'URSS, était celui qui avait supporté l'essentiel de la guerre contre les armées hitlériennes, libéré le Nord de la Chine du Japon, et poussé cet empire à cesser le combat de crainte qu'une invasion so-

viétique remette en cause le régime impérial et le capitalisme dans ce pays. Cette pression obligea les pouvoirs à céder, ce qui permit à la France de disposer d'une des législations sociales les plus avancées au monde, et d'une économie s'appuyant sur d'importantes entreprises nationalisées et un service public fort, avec un statut pour les fonctionnaires.

La disparition de Camille Bourhis est celle d'un des représentants de

cette glorieuse génération, capable de quitter son confort pour sacrifier sa vie au service d'une idéologie : la liberté. C'est à cette génération que nous devons nos libertés, que le gouvernement s'entête à vouloir remettre en cause sous prétexte de crise sanitaire.

M.M.

La civilisation de l'île de Pâques détruite par les Occidentaux et leurs virus

Depuis que l'environnement est devenu une préoccupation majeure, il est question des effets désastreux de la surexploitation des ressources. Et de citer comme exemple la disparition de la civilisation de l'île de Pâques, en raison d'une surexploitation d'un environnement insulaire par les autochtones. Mais la science tort le cou à cette idée reçue. En réalité, les habitants de l'île de Pâques ont été exterminés par les Occidentaux et leurs maladies, d'où la chute d'une civilisation dont les monuments survivront bien après la disparition de la société de consommation.

Située dans l'océan Pacifique, l'île de Pâques est connue pour ses imposants monuments de pierre, des monolithes dressés tels des menhirs, avec un visage humain. Aujourd'hui, le faible nombre d'habitants dans l'île et son mode de vie ne peuvent expliquer de telles constructions. Il était donc clair qu'une civilisation suffisamment organisée et peuplée était capable d'une telle prouesse. Mais comment expliquer la fin de cette société ?

Jusqu'ici, la thèse dominante était l'épuisement des ressources de

l'île par une exploitation non-durable, ce qui aurait entraîné des conflits et l'effondrement. Cet exemple tombait à pic, au moment où les dirigeants du monde avaient enfin fait de l'environnement une préoccupation importante. La disparition de la civilisation de l'île de Pâques montrait ce qu'il ne fallait pas faire, et pour l'Occident, cette thèse avait un atout : elle montrait qu'un peuple sans lien avec lui était capable de surexploiter la nature au point d'aller vers la disparition d'une civilisation. Autrement dit, le pire exemple à ne pas suivre n'était pas occidental, mais issu d'un pays colonisé.

Mais la recherche scientifique a donné une toute autre version des faits. C'est ce qu'a indiqué Nicolas Cauwe, archéologue, dans l'émission « Le temps d'un bivouac » du 20 février dernier. Voici donc les faits qui ont causé la disparition de la civilisation de l'île de Pâques :

« La cause de leur disparition est malheureusement assez traditionnelle : c'est la rencontre avec l'extérieur. Lorsque le monde non-polynésien a découvert cette île vers 1722, il a apporté avec lui des maladies pour lesquelles les habitants n'avaient pas d'immuni-

té. Il va procéder à des exactions et à des raids esclavagistes. Les Occidentaux sont allés puiser dans la population de l'île de Pâques du personnel bon marché pour le continent Nord-américain. Avec leurs armes à feu, les envahisseurs ont vite eu le dessus. Il s'est passé ce qui est arrivé aux Indiens en Amérique du Nord, ou d'Amérique du Sud et un peu partout. »

Autrement dit, l'esclavage, la contamination par les virus importés d'Occident et les armes à feu ont détruit en quelques années une civilisation qui a été capable de construire des monuments capables de défier les millénaires.

Ainsi donc, la disparition de la civilisation de l'île de Pâques n'est pas du fait des autochtones, mais par l'invasion de ce pays par des pilliers occidentaux. Comment réparer une telle perte pour l'humanité ? Ceci pose une nouvelle fois la responsabilité historique des dirigeants occidentaux actuels : vont-ils agir pour réparer les crimes de leurs prédécesseurs ?

M.M.

Coronavirus : le vaccin doit être un « bien commun »

Dans un communiqué publié sur son site, la CGT appelle à soutenir l'initiative citoyenne européenne « pour faire du vaccin un bien commun ». Le syndicat souligne le retard pris par la France en termes de vaccination, le choix plus économique que scientifique des laboratoires chargés d'approvisionner en médicaments, et rappelle que « bien que les recherches sur les formules des vaccins soient quasiment entièrement financées par les États, les formules sont la propriété des entreprises pharmaceutiques ».

« La CGT est engagée avec une large coalition d'ONG, d'associations, de syndicats et d'experts de la santé au niveau européen dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « pour faire du vaccin un bien commun ». Une pétition pour exiger un changement législatif concret est en ligne.

La France est le dernier pays d'Europe en taux de vaccination avec moins de 3 % de Français

La campagne de vaccination en France a commencé depuis quelques semaines. Déjà, des retards s'accumulent. La France est en effet le dernier pays d'Europe en taux de vaccination avec moins de 3 % de Français ayant reçu au moins une dose à ce jour. L'accès à la vaccination est par ailleurs socialement différencié.

En Seine-Saint-Denis par exemple, où la population est l'une des plus touchées par le virus, le taux de vaccination est l'un des plus faibles. Ses centres de vaccination locaux vaccinent autant de personnes extérieures au département que de Séquano-Dionysiens. (...)

L'UE aurait négocié avec des laboratoires dont les vaccins n'étaient pas les plus à même de sortir et choisi des laboratoires pour des raisons plus économiques que scientifiques.

Mais si le problème des négociations avec les laboratoires joue un rôle dans ces retards, le principal problème est à chercher du côté du modèle économique de l'industrie pharmaceutique, largement financiarisée.

La période de crise que nous vivons fait suite à des années de stratégies d'optimisation des coûts par les grands groupes pharmaceutiques.

Ces stratégies consistent à délocaliser les usines, à mettre en place une division internationale du travail, à couper au maximum les budgets de la recherche.

C'est le cas de l'entreprise Sanofi qui après avoir déjà supprimé 6 000 emplois en France ces dernières années, lance un quatrième plan d'économie avec 1 700 nouvelles suppressions d'emploi dont 400 en recherche, alors même que l'entreprise enregistre une hausse de 340 % de bénéfices net cette an-

née et verse 4 milliards de dividendes aux actionnaires.

Cette dépendance des États vis-à-vis des laboratoires est fondée avant tout sur le principe des brevets.

Bien que les recherches sur les formules des vaccins soient quasiment entièrement financées par les États, les formules sont la propriété des entreprises pharmaceutiques.

Notre organisation demande que les formules des vaccins quasiment entièrement financés par l'État soient libres, et que les usines en capacité de produire ces vaccins soient mobilisées.

Une pétition pour faire du vaccin un bien commun mondial est en ligne. En récoltant 1 million de signatures dans au moins 7 pays européens, nous pourrions exiger que soit débattu à la commission européenne un changement législatif concret sur ces questions.

Cette pétition commence à faire effet car nous avons déjà obtenu qu'une résolution soit adoptée, le 27 janvier 2021 sur les vaccins contre le Covid-19 au Conseil de l'Europe qui appelle à faire des vaccins contre le Covid-19 un bien public mondial. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Léta lokal la dékoné ! Astèr li di sé nou l'otèr ! é li fé konm in vré pèrè fouétar !

Kan in gouvèrnman i règ pa in problèm konm k'i fo, sé lo pèp lé pénalisé, é sé bann mové santiman k'i pran lo dessus. Sa sé in n'afèr k'i oi dann in tan normal, mé ankòr pliss dann in tan d'kriz. Pou kossa mi di sa ? Pars sanm pou mwin lé évidan La Franss ék son bann gouvèrnman la pa amene in bon politik dann l'outre-mèr issi La Rényon, la-ba dann Mayotte épi dann toute l'oséan indien oussa èl la instal son l'otorité san kass la tète pou la volonté bann pèp é biensir san prann lo gan pou manyé la démokrasi.

In légzanp : lo lakor rant l'ars La Rényion épi sète Mayotte. Sa i sorte koméla mé a s'ki paré néna lontan zote dé la fine tonm dakor.. Zot la tonm dakor rantre zot mé pa avèk nou rényoné, pa avèk bann maoré, é parl pi avèk toute bannzil lo sud-ouest loséan indien... Mwin, pèrsonèl mi pans l'afèr té tro inportan pou bann zaparèye d'éta règ l'afèr, rant zot, an misouk dan noute do.

Dann band zil komor lo moun i pans néna in paradi pa tro loin par raport a zot, é zot lé forcé vol shomin pou trouv in pti plass an dégréné pou sèye instal azot. Band Maoré i pans i konsidèr azot konm in band fransé dézyèm shoi é band rényoné i oi zot d'in mové zèye - zot i oi lé pa loin lo tan band rényoné lé riskab fé porte azote lo shapo dann toute sak i pé ariv de mové.

Band rényoné i konpran bien sé la politik La Franss l'amène anou dann traka ni lé zordi é zot i pé dir-avèk rézon-dopi in an ni koné sak i sava arivé, é lo gouvèrnman é son l'éta lokal la pa gingn prann band bone désizyon..é anpliss la pran sa dann nout do. Zot i koné koman Maurice la ansort ali ziska zordi é zot i di, si sa lé possib laba aköz pa issi.. Astèr i antan in jenn madam shèf kabiné an shèf méssyé préfè apré shofe nout zorèye pars sé noute fote si sak i ariv, i ariv é madam Voynet i konpran pa ni vé pa kék malade an pliss shé nou alé oir nou la fé vnir 200000 tourist par avion pou pass vakans La Rényon - In kontra sé in kontra èl i di, mé dann kèl kontra lo moun konsèrné na pwin son mo pou dir. Sa la pa la démokrasi sa !

Dizon èl i pans san dir ni profèr gro larzan banna plito ké nout tite santé. Sansa ni vé lo bèrè, larzan d'lo bèrè épi la krémyèr par dsi lo marshé. La boukle lé bouklé, band zotorité i vé noute bien é sé band pèp l'otèr dann sète afèr-la. L'administrasyon inkapab lé pou arien ladan.. Mwin néna in dalon la di amwin : « Toute fasson, la pa lo méyèr k'i anvoye dann l'outre-mèr ! »... Mwin lé dakor, mé mi panssé pa non pli k'téi anvoye lo pli pire.

Justin